

DECLARATION LIMINAIRE A LA REUNION DU CHSCTSD DU 15.12

En ouverture de cette réunion ordinaire du CHSCTSD dont l'ordre du jour est très chargé, les organisations syndicales souhaitent rappeler leur attachement à cette instance et aux questions de santé, sécurité et conditions de travail. Elles tiennent à vous interpeller sur l'épuisement et la colère des personnels, un ras-le-bol généralisé non pris en compte par M. Blanquer, obnubilé par son idée personnelle de l'école. Il faut en finir avec ce double langage - où l'empathie médiatisée est de façade - et la réalité : ce que nous subissons au quotidien. C'est cette réalité qu'il nous faut bousculer. C'est ensemble que nous réclamons la reconnaissance de notre métier et une politique éducative qui répondent aux enjeux de l'école. C'est le meilleur hommage à rendre à Samuel, à Christine, à toutes celles et ceux qui défendent la cause du service public d'éducation. Les conditions de travail de l'ensemble des personnels de l'Education Nationale sont dégradées et ne sont malheureusement pas prises au sérieux par le ministre.

Les ordres et contre-ordres incessants fatiguent encore davantage la profession, déjà malmenée : nous ne pouvons passer sous silence l'incohérence concernant les activités aquatiques dans le département : c'est honteux ! Les ordres et contre-ordres affaiblissent notre crédibilité vis à vis des parents, qui sont, eux aussi, légitimement perdus !

Pensez-vous que des entretiens psychologiques mis en place à la suite de l'assassinat de Samuel Paty dans le cadre partenarial du Réseau PAS, avec la possibilité de prise en charge psychologique 24h/24 et 7j/7, maintenu à la demande du ministère au moins jusqu'à la fin de l'année, donne une réponse suffisante à la profession ? Encore une fois, les propositions du ministère sont une réponse à posteriori alors qu'un travail en prévention primaire serait nécessaire !

Les décrets organisant la disparition des CHSCT à l'échéance du prochain renouvellement général des instances ont été publiés il y a peu de temps, alors que l'ensemble des organisations syndicales représentatives y sont opposées, alors que la crise que nous traversons et plus généralement la montée des questions de santé et sécurité au travail montre à l'inverse qu'il faut en renforcer les moyens et les prérogatives, tout comme il est nécessaire de renforcer les moyens des représentant-e-s qui y siègent, ainsi que les moyens et le nombre des acteurs et des actrices de prévention. Le gouvernement, prétextant que la fusion des instances serait une demande des employeurs publics et des ministères, persiste dans cette voie, alors que la crise sanitaire montre qu'il faut une instance, un temps et un espace dédié aux questions de sécurité, d'hygiène, de santé et de conditions de travail au sens large.

Enfin, nous déplorons qu'il n'y ait jamais de représentant-e-s de la Somme en CHSCTA hormis la secrétaire du CHSCTSD.